

Avril 2024

# LA TABLE RONDE SUR L'HUILE DE PALME DURABLE EN BREF



L'huile de palme est l'huile végétale la plus répandue dans le monde et constitue une matière première essentielle et bon marché pour les aliments transformés malsains vendus par les multinationales de l'agroalimentaire. La production d'huile de palme a presque doublé ces dix dernières années, principalement via l'expansion de grandes plantations de monocultures détenues par de grandes entreprises. Ces plantations de palmiers à huile sont associées à la déforestation, à la destruction des habitats, aux émissions de gaz à effet de serre et à d'autres problèmes tels que la pollution de l'eau. Les entreprises de plantation de palmiers à huile sont accusées de voler les terres des communautés autochtones et d'autres communautés, de criminaliser les défenseurs et défenseuses des droits humains et de violer les droits du travail et les droits humains.

Il y a vingt ans, la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) a été créée pour répondre à ces préoccupations en réunissant des « parties prenantes » issues de divers secteurs de l'industrie, ainsi que des organisations environnementales et sociales. Ses fondateurs pensaient que cela permettrait d'éviter la destruction de forêts précieuses et de garantir le respect des droits des travailleurs et travailleuses des plantations, des petit·es exploitant·es agricoles et des populations autochtones. Mais l'expérience de la RSPO au cours des deux dernières décennies montre qu'elle n'a pas été à la hauteur de ses objectifs. Plus qu'un moyen de garantir des normes plus strictes, la RSPO est sans doute devenue surtout une organisation de façade pour l'industrie, se souciant principalement de protéger les entreprises, de commercialiser l'huile de palme et d'étendre le modèle des monocultures industrielles.

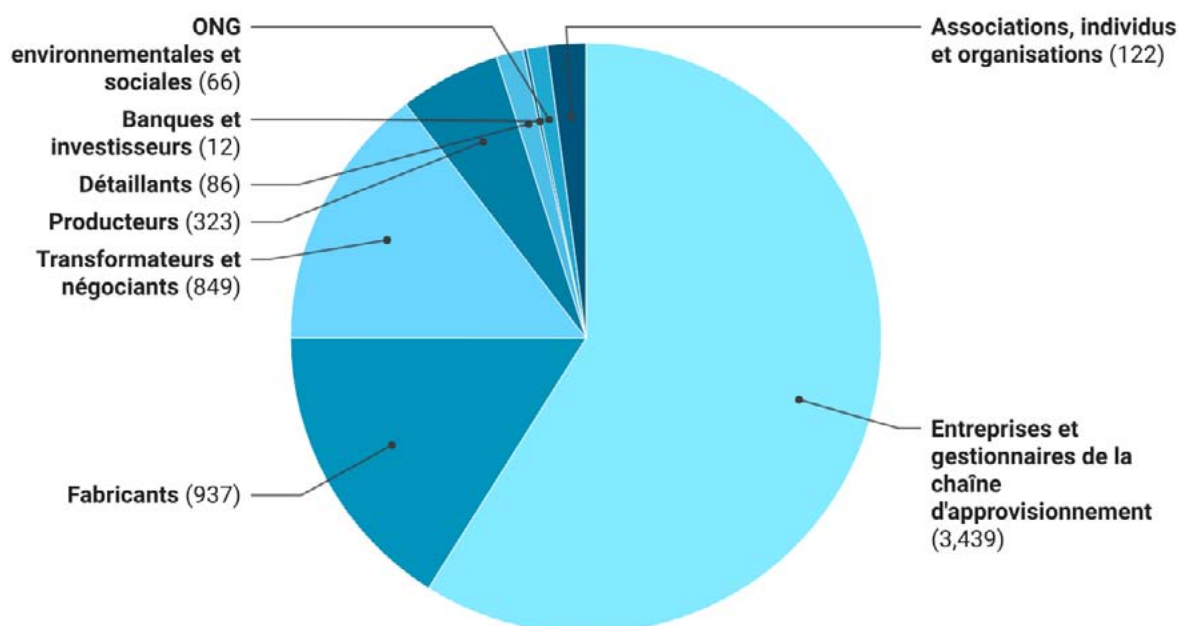
Pire encore, il existe une grande confusion et un manque de sensibilisation sur ce qu'est la RSPO et ce qu'elle signifie pour les communautés locales, la main d'œuvre et même les entreprises qui occupent leurs terres. Les organisations de base et leurs alliés internationaux, dont GRAIN, ont récemment convenu d'élaborer des outils d'information et d'éducation pour aider les travailleurs et travailleuses et les communautés à mieux comprendre la RSPO. Ce manuel, « La table ronde sur l'huile de palme durable en bref », en fait partie. Il s'agit d'un document collectif, publié par GRAIN mais réalisé avec la contribution de nombreuses organisations.

La production d'huile de palme a presque doublé au cours de la dernière décennie, ce qui en fait l'huile végétale la plus répandue dans le monde. Elle est largement utilisée comme huile de cuisson, mais on la retrouve également dans la plupart des aliments transformés, des cosmétiques, des savons et des détergents. Aujourd'hui, elle est en outre de plus en plus souvent utilisée comme biocarburant. Les palmiers à huile aujourd'hui cultivés commercialement sont originaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, où ils ont longtemps constitué un moyen de subsistance important et où, jusqu'à récemment, ils étaient encore largement utilisés dans les cultures agroforestières traditionnelles et dans la transformation de l'huile à l'échelle artisanale. Le palmier à huile est planté dans toute la zone équatoriale, souvent dans des régions où se trouvent des forêts tropicales et des communautés autochtones. Les plus grands pays producteurs d'huile de palme sont l'Indonésie et la Malaisie, mais de grandes plantations de palmiers à huile se développent rapidement dans d'autres régions d'Asie, ainsi qu'en Afrique et en Amérique latine.

Les plantations à forte densité sont très productives (du moins à court terme) et, combinées à des coûts peu élevés de terres et de main-d'œuvre, elles peuvent générer d'énormes profits. C'est la principale raison pour laquelle les gouvernements et les entreprises s'intéressent tant au développement de vastes zones de plantations de palmiers à huile. Cependant les deux tiers des quelque 300 milliards de dollars des États-Unis de bénéfices annuels de l'industrie mondiale sont partagés par de grandes entreprises, notamment celles qui vendent des produits à base d'huile de palme<sup>2</sup>. Les profits des grandes sociétés de plantations s'élèvent à environ 40 milliards de dollars, ceux des petites exploitations à presque rien.

## Membres de la RSPO par type

Entreprises = 97% ; Autres = 3%



Janvier 2024

Chart: GRAIN • Created with Datawrapper

Les grandes plantations de palmiers à huile sont synonymes de déforestation, de destruction des habitats, d'émissions de gaz à effet de serre et d'autres problèmes tels que la détérioration des cours d'eau et la pollution. Les sociétés de plantations de palmiers à huile ont été accusées de voler les terres des communautés autochtones et d'autres

communautés, de criminaliser les défenseur-es des droits humains et de bafouer les droits du travail et les droits humains. La RSPO a été créée pour répondre à ces préoccupations en réunissant des « parties prenantes » issues de différents secteurs de l'industrie, ainsi que des organisations environnementales et sociales. Selon ses fondateurs, cela permettrait d'éviter la destruction de précieuses forêts et de garantir le respect des droits des travailleurs et travailleuses des plantations, des petits propriétaires agricoles et des populations autochtones<sup>3</sup>.

Les premiers membres de la RSPO ont été la multinationale alimentaire Unilever, l'Association malaisienne de l'huile de palme et le WWF. Ses membres actuels sont des acteurs intervenant dans la culture et la production de palmiers à huile, y compris des petites exploitations, des sociétés de transformation et de négoce, des groupes spécialisés dans la transformation et la vente au détail de biens de consommation, des ONG à vocation sociale et environnementale et des investisseurs. En janvier 2024, la RSPO comptait plus de 5 800 membres originaires d'une centaine de pays, répartis de la façon suivante<sup>4</sup> : quatre-vingt-seize pour cent de ceux-ci interviennent dans la production, l'approvisionnement ou la vente d'huile de palme<sup>5</sup>. Sur les 1 % d'ONG, la plupart sont des organisations de protection de la nature et très peu d'entre elles se consacrent aux questions sociales et de travail.

La RSPO est presque entièrement financée par l'industrie de l'huile de palme. Environ 25 % de son revenu annuel de 15 millions de dollars proviennent des cotisations annuelles des membres, et le reste découle des frais facturés aux entreprises pour l'utilisation des « certificats » de la RSPO<sup>6</sup>. Douze des seize membres du conseil d'administration de la RSPO sont issus d'entreprises, ce qui reflète la forte domination structurelle de l'organisation par des intérêts commerciaux<sup>7</sup>.

## **Qu'entend la RSPO par « huile de palme durable » ?**

La RSPO a élaboré une « norme mondiale », ou un ensemble de « directives », permettant aux entreprises du secteur de l'huile de palme d'être certifiées comme « durables ». Cette norme repose sur un ensemble de sept « principes » . Ces principes sont les suivants :

- 1** Se comporter de manière éthique et transparente
- 2** Gérer légalement et respecter les droits
- 3** Optimiser la productivité, l'efficacité, les impacts positifs et la résilience
- 4** Respecter la communauté et les droits de l'homme, et en fournir des avantages
- 5** Appuyer l'inclusion des petits producteurs
- 6** Respecter les droits et les conditions des travailleurs
- 7** Protéger, conserver et améliorer les écosystèmes et l'environnement

Chacun de ces principes est accompagné de critères détaillés. Par exemple, le principe 2 comporte trois critères spécifiques, dont l'un est le suivant : « Il existe une conformité avec toutes les lois et réglementations locales, nationales et internationales ratifiées et applicables. » Au titre du principe 6, plusieurs critères exigent que les entreprises interdisent toute forme de discrimination dans leurs politiques d'emploi, qu'elles versent au moins le salaire minimum légal ou sectoriel ou un « salaire décent » [y compris aux travailleurs et travailleuses sous contrat], qu'elles autorisent la formation de syndicats et qu'elles n'aient pas recours au travail des enfants.

Dans le cadre du principe 7, la RSPO utilise deux concepts importants : les forêts à hautes valeurs de conservation (HVC) et les forêts à hauts stocks de carbone (HSC). Le premier concept renvoie aux zones forestières qui présentent une grande diversité d'espèces, des écosystèmes et des habitats intacts, qui fournissent des « services écosystémiques » tels que l'approvisionnement en eau douce, ou qui sont économiquement ou



culturellement importantes pour les communautés locales<sup>9</sup>. Le terme HSC renvoie aux forêts [ou aux sols sur lesquels elles poussent] qui renferment de grandes quantités de carbone. La RSPO exige que le déboisement pour les plantations d'huile de palme « *n'entraîne pas de déforestation ou ne remplace aucune zone requise pour maintenir ou améliorer les forêts HVC ou les HSC. Les forêts HVC et HSC se situant dans les zones gérées sont identifiées, maintenues et améliorées*<sup>10</sup>. »

Il existe 43 critères au total. Chacun d'entre eux est assorti d'un certain nombre d'« indicateurs » qui sont utilisés pour évaluer si une entreprise donnée respecte pleinement les principes et les critères. La version actuelle de la norme RSPO, qui date de 2018, est en cours de révision. Une version révisée devrait être présentée pour approbation lors de la 21<sup>e</sup> Assemblée générale de la RSPO, fin 2024.

Les principes et critères mondiaux sont adaptés ou « interprétés » dans des normes nationales spécifiques, au nombre de 15, couvrant tous les principaux pays producteurs d'huile de palme<sup>11</sup>. Outre les principes et critères généraux de la RSPO, il existe également une « norme pour les petits producteurs indépendants ». Adoptée en 2019, il s'agit d'un ensemble de critères spécifiques conçus pour les petits producteurs d'huile de palme et destinés à répondre aux défis et aux circonstances spécifiques auxquels ils sont confrontés<sup>12</sup>. Il existe deux « interprétations » nationales de la norme pour les petits producteurs indépendants, couvrant l'Indonésie et la Côte d'Ivoire<sup>13</sup>.

## Comment fonctionne la RSPO ?

La RSPO gère un système de « certification » dans le cadre duquel les producteurs, les transformateurs et les négociants d'huile de palme se soumettent volontairement à des audits visant à déterminer leur respect de la « norme » de la RSPO. Les certifications sont réalisées par l'une des 27 sociétés d'audit privées qui ont été « accréditées » par la RSPO<sup>14</sup>. Les entreprises qui souhaitent être « certifiées », afin que leur produit puisse être considéré comme « huile de palme certifiée durable », doivent engager un auditeur pour vérifier qu'elles respectent la norme RSPO. Les entreprises qui produisent et commercialisent de l'huile de palme certifiée sont autorisées à affirmer qu'elles ne contribuent pas à des impacts environnementaux et sociaux négatifs. La certification RSPO peut les aider à vendre leurs produits et à obtenir des prêts ou d'autres financements auprès des banques pour développer leurs activités.

Près de cinq millions d'hectares de zones de production d'huile de palme ont été certifiés. « L'huile de palme certifiée durable » représente environ 20 % de l'ensemble de la production mondiale.

Cependant, il peut y avoir un écart très important entre la norme RSPO et la réalité des pratiques des entreprises certifiées. Le fait qu'une plantation soit certifiée RSPO ne signifie pas que les principes de la RSPO sont strictement appliqués. Les critères de la RSPO sont larges et ouverts à de nombreuses interprétations, et le système d'audit est facilement manipulé par les sociétés d'audit qui permettent aux producteurs de prétendre qu'ils sont en train d'obtenir des « résultats positifs ». Les demandes de certification RSPO sont rarement rejetées, même en présence de cas évidents de non-respect des critères<sup>15</sup>. Comme pour tous les systèmes de certification, ces problèmes sont exacerbés par des conflits d'intérêts, les sociétés d'audit étant par exemple directement payées par ceux qu'elles sont censées évaluer de manière rigoureuse et critique.

## Quelle expérience les communautés autochtones et rurales ont-elles de la RSPO ?

La RSPO souligne le rôle que joue la production d'huile de palme dans la lutte contre la pauvreté rurale et dans la fourniture de moyens de subsistance durables et d'« un revenu tout au long de l'année. [...] Les routes, les écoles et les établissements de santé suivent dans le sillage des emplois qu'il crée, menant au développement communautaire<sup>16</sup>. » Cependant, ce n'est pas la réalité pour de nombreuses communautés locales vivant à l'intérieur ou à côté de grandes plantations de palmiers à huile certifiées par la RSPO. Une étude importante menée en Indonésie et publiée en 2020 a révélé que « l'efficacité de la certification RSPO en termes d'avantages sociaux et environnementaux pour les communautés locales dans les zones de production reste incertaine<sup>17</sup> ». Les villages qui dépendent d'activités de subsistance n'ont pas vu leur situation s'améliorer avec l'arrivée d'une plantation certifiée.

Si les prétendus avantages de l'industrie de l'huile de palme ne semblent pas évidents, ses nombreux impacts négatifs sur les communautés sont nombreux. Parmi ceux-ci figurent :

**L'accaparement des terres, les déplacements de populations et les conflits :** L'industrie de l'huile de palme a toujours été associée à l'accaparement ou au vol généralisé de terres communautaires et à des conflits. Plusieurs centaines de conflits sont signalés chaque année rien qu'en Indonésie<sup>18</sup>, mais le problème est également endémique en Afrique et en Amérique latine<sup>19</sup>. Le déplacement de communautés autochtones et rurales au profit de plantations de palmiers à huile se poursuit, notamment à l'initiative d'entreprises certifiées, malgré la RSPO. Des études ont constaté que les conflits entre les entreprises et

les communautés en Indonésie n'étaient presque jamais résolus et que la certification RSPO n'augmentait pas la probabilité d'obtenir des résultats positifs<sup>20</sup>. Dans les zones de plantation isolées, les sociétés de plantation emploient généralement des travailleurs et travailleuses migrantes, ce qui a un impact sur le tissu social des communautés locales, accroît la pression sur les ressources foncières et forestières (augmentation de la chasse et de l'agriculture) et réduit la sécurité des femmes et des jeunes filles.

**Consultation et consentement libre, informé et préalable (CLIP) :** Les entreprises qui cherchent à obtenir la certification RSPO doivent consulter les communautés locales et obtenir leur consentement avant d'établir des plantations. L'entreprise doit fournir des preuves documentées qu'elle a consulté tous les membres de la communauté, y compris les femmes et les groupes vulnérables, qu'elle a respecté les décisions des communautés de donner ou de refuser leur consentement aux plantations, et que les implications juridiques, économiques, environnementales et sociales de l'autorisation donnée pour mener des opérations sur leurs terres ont été comprises et acceptées par les communautés concernées. Cependant, dans de nombreux cas, les entreprises certifiées par la RSPO n'ont pas respecté ce principe. De nombreuses plaintes ont été officiellement déposées auprès de la RSPO par des communautés qui affirment que leur consentement n'a pas été obtenu ou respecté de manière adéquate.

**Petites exploitations :** Les petites exploitations représentent environ 40 % de la production mondiale d'huile de palme et environ 7 millions de personnes. La RSPO affirme qu'elle encourage l'intégration des petites exploitations dans la production « durable » d'huile de palme. À cette fin, elle gère un fonds de soutien aux petites exploitations et divers autres mécanismes. Toutefois, les coûts de certification et la capacité des petites exploitations à participer pleinement à la RSPO restent problématiques<sup>21</sup>. La RSPO profite essentiellement aux grandes plantations : moins de 10 % de la superficie totale certifiée par la RSPO est détenue par des petites exploitations. En outre, les systèmes d'agriculture contrac-

tuelle gérés par des entreprises représentent environ un tiers de la production des petites exploitations. Il s'agit de propriétaires d'huileries qui établissent des contrats avec des petits exploitant-es pour planter des palmiers sur leurs propres terres, avec l'obligation de vendre leur récolte à l'entreprise<sup>22</sup>. Bien que ces programmes soient souvent présentés comme avantageux pour les populations locales, les termes de l'échange sont généralement biaisés en faveur des entreprises<sup>23</sup>. Les personnes participant à ces programmes se retrouvent souvent avec des problèmes d'endettement et sans suffisamment de terres pour produire la nourriture nécessaire à leurs propres familles.



La RSPO favorise la concentration du pouvoir et de l'accès au marché entre les mains des grandes entreprises qui disposent des ressources et de l'expertise nécessaires pour participer à la RSPO.

**Impacts négatifs sur l'environnement :** Les communautés souffrent de toutes sortes d'impacts environnementaux causés par la gestion industrielle des monocultures de palmiers à huile. Les niveaux élevés de pesticides et d'engrais chimiques utilisés dans les plantations polluent l'eau potable et l'eau d'irrigation, le sol et l'air. Les plantations provoquent également des inondations et l'érosion des ressources en eau, ainsi qu'une perte de biodiversité dans les forêts dont les communautés dépendent pour leur subsistance.

**Criminalisation et violence à l'encontre des membres des communautés et des travailleuses et travailleurs :** Le vol de terres pour les plantations et les dommages environnementaux qu'elles occasionnent ont souvent été accompagnés d'une répression violente de la résistance des communautés contre les entreprises d'huile de palme. Par exemple, une étude portant sur un échantillon de 150 conflits liés à l'huile de palme en Indonésie a révélé que les deux cinquièmes d'entre eux avaient abouti à l'arrestation de défenseur·es des droits fonciers<sup>24</sup>. Les mesures répressives de la police ou de l'armée à l'encontre des manifestant·es se sont soldées par l'arrestation de 789 personnes, 243 blessé·es et 19 décès. Plus largement, la répression des manifestations autour des exploitations d'huile de palme certifiées a amené des milliers de personnes à être victimes de harcèlement, d'arrestations, de tirs et de blessures. Cela a notamment été le cas dans les plantations de SOCFIN en Sierra Leone ou les plantations d'Energy & Palma en Équateur<sup>25</sup>.

Alors que les entreprises d'huile de palme se sont emparées de vastes étendues de terre en toute impunité, les communautés ont été confrontées à de dures représailles, y compris des violences et des emprisonnements, simplement pour avoir été accusées d'avoir « volé » des noix de palme dans des plantations certifiées RSPO. Les membres des communautés n'ont souvent pas d'autre choix que de passer les contrôles de sécurité de l'entreprise pour accéder à leurs villages, qui sont entourés de plantations de tous les côtés. Cela s'ajoute à la menace de harcèlement sexuel et de violence à laquelle sont confrontées les femmes locales de la part des employés et des gardes des plantations<sup>26</sup>.

## **Quel est l'impact de la RSPO pour les travailleurs et travailleuses des plantations ?**

*La RSPO affirme qu'elle « veille à ce qu'une protection adéquate des droits des travailleurs (et de leurs familles) dans les plantations soit conforme aux normes internationales et locales », notamment l'Organisation internationale du travail<sup>27</sup>. Environ un demi-million de personnes travaillent dans des plantations certifiées par la RSPO<sup>28</sup>. Mais une grande partie du travail dans l'industrie de l'huile de palme est intrinsèquement difficile, parfois dangereuse et généralement mal payée. Les travailleurs et travailleuses doivent se conformer à des exigences de performance strictes, telles que des quantités minimales de noix de palme à récolter ou à traiter, ou des zones de plantations sur lesquelles appliquer des pesticides. Les équipements de protection sont souvent insuffisants ou absents. Les vacances ou les congés maladie peuvent être réduits à un strict minimum, et le logement est très médiocre<sup>29</sup>.*

Malgré les exigences du Principe 6 de la RSPO, de nombreux signalements et plaintes officielles font état de mauvaises pratiques en matière de travail dans les entreprises certifiées par la RSPO. Il s'agit notamment de salaires inférieurs au salaire minimum, de l'exposition de la main d'œuvre à des produits chimiques dangereux, de la répression à l'égard des syndicats, du recours au travail forcé et au travail des enfants, et de la discrimination



à l'égard des femmes<sup>30</sup>. La RSPO affirme que des « progrès » sont actuellement réalisés en matière de droit du travail, mais il n'y a jamais eu d'étude indépendante montrant que les conditions de travail sont meilleures dans les entreprises certifiées RSPO que dans les entreprises non certifiées.

## **Quelle est l'impact de la RSPO pour les communautés et les travailleurs et travailleuses qui s'organisent pour défendre leurs intérêts ?**

Il n'est pas facile pour les communautés et les travailleurs et travailleuses affectées par les plantations de palmiers à huile de défendre leurs intérêts. Les plantations de palmiers à huile appartiennent généralement à des entreprises puissantes qui s'allient aux élites locales et qui protègent leurs intérêts avec le soutien de la police et de l'armée. Dans ces circonstances, lorsqu'une entreprise est certifiée par la RSPO, les communautés et la main d'œuvre peuvent se tourner vers la RSPO en espérant ainsi l'utiliser comme un moyen de pression pour leurs luttes. Mais mener une action avec la RSPO peut s'avérer problématique. D'une part, la « procédure de plainte » de la RSPO est trop technique et trop coûteuse pour que les communautés puissent l'utiliser seules. Les communautés doivent souvent demander l'aide ou le soutien d'une ONG, d'un syndicat ou d'un conseil juridique, qui peuvent ne pas avoir les mêmes intérêts que les communautés ou ne pas être en mesure de leur fournir l'aide dont elles ont besoin pour participer efficacement. Deuxièmement, bien que le processus RSPO soit entièrement volontaire pour les entreprises, il entraîne les communautés dans des processus formels dans lesquels elles doivent prouver à des « experts » extérieurs que les entreprises ont enfreint les principes de la RSPO, lesquels sont ouverts à de nombreuses interprétations. Par exemple, il peut y avoir une grande différence entre ce que la communauté considère comme une forêt importante et ce qu'une équipe d'auditeurs engagés par l'entreprise considère comme une forêt à « haute valeur de conservation ». Au cours de ces processus, qui peuvent durer des mois, voire des années, les communautés et les travailleurs et travailleuses sont empêchées ou dissuadées de recourir à d'autres tactiques qui pourraient être plus efficaces, telles que les grèves, les barrages routiers ou les campagnes médiatiques. Enfin, le processus RSPO encourage les communautés à faire des compromis avec les entreprises, plutôt que de chercher à les expulser de leur territoire. Cela peut entraîner des divisions au sein des communautés et affaiblir leur résistance.

Pour la main d'œuvre, les processus de la RSPO peuvent contribuer à des gains modestes ou occasionnels. Mais la dépendance à l'égard des processus RSPO risque d'affaiblir ou de saper les tactiques d'organisation visant des changements structurels plus profonds au sein du secteur, qui apporteraient des améliorations bien plus significatives à la vie des travailleurs et travailleuses.

Au Gabon, par exemple, où la société Olam, certifiée RSPO, exploite de vastes plantations de palmiers à huile depuis 14 ans, les communautés n'ont pas été en mesure d'empêcher la société de polluer leurs eaux, de détruire leurs forêts ou de s'emparer de leurs terres, malgré les nombreuses promesses faites par l'entreprise et les plaintes déposées par les communautés<sup>31</sup>.

## **Quel est l'impact de la RSPO pour les consommateurs et consommatrices ?**

La RSPO est née en réponse à la menace de boycott de l'huile de palme par la clientèle et à l'atteinte à la réputation des entreprises impliquées dans ce secteur. Ces menaces

ont été alimentées par de grandes campagnes environnementales soulignant les graves incidences sur l'environnement (en particulier la déforestation) causées par l'expansion des plantations. La RSPO espérait que son système rétablirait la confiance des consommateurs et consommatrices dans l'industrie de l'huile de palme. Parallèlement à la certification des producteurs d'huile de palme, les produits contenant au moins 95 % d'huile de palme certifiée sont autorisés à porter un logo RSPO, repérable par la clientèle, qualifiant l'huile de « durable ».

De nombreuses études ont cependant montré que le public est généralement, au mieux, peu conscient de la signification du logo RSPO et, au pire, sceptique ; les produits exempts de toute utilisation d'huile de palme seraient plus probablement privilégiés par les consommateurs et consommatrices averties<sup>32</sup>. Pour beaucoup, l'huile de palme reste associée à la déforestation et au mauvais traitement des communautés et de la main d'œuvre locales. En outre, la majeure partie de l'huile de palme n'est pas consommée dans des produits susceptibles d'être étiquetés (tels que les biocarburants) ou sur des marchés où le niveau de sensibilisation aux impacts possibles du produit est élevé.

## **Quelles sont les principales polémiques et les principaux défis à relever ?**

Outre les problèmes mentionnés ci-dessus, la RSPO a toujours fait l'objet de nombreuses autres critiques, parmi lesquelles :

**Elle détourne l'attention de la nécessité de meilleures réglementations :** Comme avec d'autres systèmes de certification volontaire, la RSPO sert à réduire la pression exercée sur l'industrie de l'huile de palme visant à ce qu'elle soit mieux réglementée. Elle permet aux gouvernements d'éviter de prendre des décisions politiquement difficiles, telles que l'adoption de lois plus strictes sur les incidences environnementales ou les normes de travail, des sanctions pour les entreprises ou le contrôle du commerce de l'huile de palme. En ne s'intéressant qu'aux activités d'entreprises spécifiques, la RSPO évite d'aborder les impacts du secteur dans son ensemble, comme la question de savoir si quelques entreprises devraient être autorisées à dominer de vastes paysages et à devenir les seuls employeurs dans les régions productrices. Selon l'organisation de défense des droits humains Amnesty International, « la RSPO sert de bouclier pour éviter que les pratiques de ses membres ne fassent l'objet d'un examen plus approfondi ».

**Greenwashing :** Si la certification RSPO a permis d'éviter un boycott total des produits à base d'huile de palme par les consommateurs et consommatrices, il est prouvé qu'elle n'a apporté que peu ou pas de différence en termes d'avantages environnementaux et sociaux. La norme de la RSPO n'empêche pas la déforestation, la destruction des habitats ni les conflits sociaux. Les organisations de la société civile ont depuis longtemps mis en évidence des problèmes systémiques et graves dans les audits de certification<sup>33</sup>. Le nombre toujours élevé de plaintes déposées contre des entreprises certifiées RSPO suggère que de nombreux certificats ont été délivrés injustement. Alors que le logo RSPO donne l'impression que l'huile de palme certifiée est une « bonne huile de palme », la réalité est que les personnes impliquées dans la production d'huile de palme certifiée RSPO n'ont validé qu'un ensemble limité de critères, qui ne sont pas nécessairement contrôlés ou évalués de manière appropriée<sup>34</sup>.

La RSPO est sans doute davantage devenue une organisation de « façade » de l'industrie, principalement soucieuse de protéger les entreprises, de commercialiser l'huile de palme et d'étendre le modèle des monocultures industrielles, plutôt qu'un moyen de garantir des normes plus strictes.



**Expansion des monocultures industrielles :** Les plantations de palmiers à huile ont un impact profond sur la souveraineté alimentaire dans les pays où de vastes étendues de terre sont utilisées pour produire des marchandises destinées à l'exportation plutôt que l'alimentation pour les populations. De nombreux gouvernements favorisent les plantations industrielles plutôt que de soutenir les petites exploitations agricoles. Les plantations de palmiers à huile ont tendance à occuper les terres agricoles et les forêts, et à épuiser les ressources en eau, dont les communautés ont besoin pour produire leur propre alimentation. La RSPO est accusée de perpétuer ce modèle en favorisant les grandes entreprises. Comme pour toute monoculture à grande échelle, la durabilité des grandes plantations de palmiers à huile, qui dépendent fortement des pesticides et des engrais chimiques et qui consomment de grandes quantités d'eau, a été remise en question<sup>35</sup>.

**Mécanisme de gestion des plaintes :** On affirme souvent que les entreprises certifiées ne respectent pas réellement tous les principes et critères. La RSPO dispose d'un processus permettant de porter plainte contre les entreprises certifiées. À la fin de l'année 2023, près de 200 plaintes officielles avaient été déposées<sup>36</sup>. Mais l'analyse montre qu'une grande majorité d'entre elles sont tout simplement rejetées par la RSPO. Les communautés autochtones et locales d'Indonésie affirment que la RSPO ignore les preuves de non-respect de ses propres normes et que des plaintes sont sans réponse depuis de nombreuses années<sup>37</sup>. D'autres études ont montré que la plupart des conflits dans et autour des entreprises certifiées ne sont jamais portés devant le mécanisme de plainte de la RSPO, ce qui suggère que des éléments structurels dissuadent les communautés et la main d'œuvre de le faire<sup>38</sup>. Une étude récente du mécanisme de plainte de la RSPO a révélé qu'il était biaisé en faveur des entreprises et que, par conséquent, « la capacité réelle du mécanisme de la RSPO à fournir une solution significative aux doléances des communautés rurales reste très limitée »<sup>39</sup>.

Le processus de gestion des plaintes de la RSPO peut être considéré comme un mécanisme intentionnellement conçu pour rediriger, absorber et épuiser les efforts des communautés, des travailleurs et travailleuses et des syndicats qui cherchent un meilleur traitement par l'industrie de l'huile de palme, tout en produisant rarement des résultats significatifs.

**Corruption et collusion :** La RSPO se fonde sur le regroupement d'intérêts très différents en tant que « parties prenantes » dans une même organisation, malgré les conflits importants et les déséquilibres de pouvoir entre les propriétaires terriens et la main d'œuvre autochtones d'une part, et les entreprises d'autre part. Les entreprises peuvent utiliser leur pouvoir et leur argent pour corrompre les fonctionnaires et les élites locales ou intimider les leaders communautaires. Par exemple, l'industrie de l'huile de palme est

depuis longtemps associée à un niveau élevé de corruption dans le plus grand pays producteur, l'Indonésie, notamment en ce qui concerne l'attribution des terres. Une plainte déposée auprès de la RSPO en 2020 concernait une grande entreprise certifiée qui avait été condamnée pour corruption liée à l'exploitation illégale de 75 000 hectares de plantations – une information dont disposait la RSPO, mais pour laquelle elle n'avait pris aucune mesure<sup>40</sup>. Près de quatre ans plus tard, la plainte n'a toujours pas été réglée. En Sierra Leone, la RSPO a délivré la certification à une entreprise d'huile de palme en dépit des intimidations, de la répression et des violences généralisées auxquelles ont été soumis les leaders communautaires critiques à l'égard de l'entreprise. Après avoir publié une pétition dénonçant la certification, plusieurs villageois-es ont été convoqué-es au tribunal et menacé-es d'arrestation<sup>41</sup>. En Équateur, après que des villageois-es ont bloqué une route pour attirer l'attention sur le vol frauduleux de leurs terres par une société de plantation de palmiers à huile, cette dernière en a poursuivi quatre en justice et s'est vu accorder plus de 150 000 dollars de dommages-intérêts<sup>42</sup>. Certains critiques affirment que la RSPO est censée garantir la redevabilité, mais qu'elle permet au contraire l'impunité.

**Surconsommation :** En Europe, près de la moitié des importations d'huile de palme sont brûlées sous forme de biocarburants. La certification RSPO et les politiques gouvernementales ont contribué à rendre « durable » la commercialisation de l'huile de palme, mais les émissions de gaz à effet de serre des biocarburants sont pires que celles des combustibles fossiles. L'huile de palme industrielle bon marché est utilisée dans des aliments hautement transformés qui sont mauvais pour la santé, et elle remplace les cultures oléagineuses locales comme la noix de coco, la moutarde ou même l'huile de palme traditionnelle. Le volume de consommation d'huile de palme industrielle n'est en lui-même pas du tout durable et il n'est pas bon pour la santé, mais il fait l'objet d'un greenwashing par les normes de durabilité.

## **Que faudrait-il faire ?**

Les avis divergent sur ce qu'il convient de faire pour résoudre les problèmes posés par la RSPO. Certains pensent que la RSPO peut être réformée pour résoudre des problèmes spécifiques, tels que la faible qualité des audits et le manque de supervision<sup>43</sup>. D'autres estiment que les systèmes de certification tels que la RSPO n'empêchent pas la destruction de l'environnement, le vol des terres communautaires ou les abus à l'encontre de la main d'œuvre, et estiment que l'accent devrait être mis sur l'organisation des communautés et les luttes politiques pour obtenir de meilleures réglementations ou incitations gouvernementales afin de lutter contre la déforestation et protéger les terres autochtones et le droit du travail<sup>44</sup>.

D'après l'expérience du Forest Stewardship Council (FSC), qui existe depuis beaucoup plus longtemps mais présente beaucoup de similitudes, les tentatives de réforme constructive de la RSPO risquent d'être très lentes et d'aboutir à des résultats très incertains. La structure décisionnelle ultime de la RSPO et sa domination par les intérêts de l'industrie risquent de faire perdurer les problèmes sous-jacents. En raison de sa dépendance totale à l'égard des revenus de l'industrie, il est peu probable que l'organisation prenne des mesures qui remettent sérieusement en question les intérêts des entreprises. Des critiques très similaires à celles formulées aujourd'hui à l'encontre de la RSPO ont été formulées à l'encontre du FSC il y a plus de 20 ans : les normes et la crédibilité du FSC n'ont cessé de se dégrader et la plupart des ONG crédibles ont fini par lui retirer leur adhésion et leur soutien. Les normes du FSC ont eu tendance à converger vers des systèmes de certification concurrents plus laxistes. Il semble probable que la RSPO suive une voie similaire.

Comme pour le FSC, il est peu probable que des groupes de la société civile ayant des principes quittent la RSPO pour l'inciter à apporter des améliorations à son fonctionnement ou pour l'arrêter. La RSPO continuera probablement à tirer sa légitimité de la participation de groupes tels que le WWF. Toutefois, le retrait des ONG réduirait l'impression que la RSPO est approuvée par la société civile. Cela contribuerait à clarifier le rôle de la RSPO, qui est principalement une opération de greenwashing et de marketing de l'huile de palme.

S'il a pu sembler approprié, au début du développement de la RSPO, d'essayer d'utiliser son mécanisme de plainte comme outil de réparation pour les communautés et les travailleurs et travailleuses, l'expérience extrêmement négative des 15 dernières années fait douter que cette approche vaille la peine d'investir le temps et les efforts nécessaires<sup>45</sup>. Le système de gestion des plaintes lui-même est biaisé en faveur des entreprises et ne permet pas une application efficace dans les rares cas où des décisions sont prises à l'encontre d'entreprises<sup>46</sup>. À ce stade, la poursuite d'une collaboration avec la RSPO ne pourrait que donner de la crédibilité aux efforts de greenwashing de l'industrie.

Il est peut-être temps pour les communautés et les travailleurs et travailleuses concernées, ainsi que pour les organisations qui leur sont solidaires, de boycotter la RSPO et de la dénoncer comme un outil de perpétuation et d'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile. La société civile pourrait plutôt s'investir dans l'amélioration et l'application des réglementations gouvernementales, ou aider les communautés à assurer le contrôle de leurs territoires. Il existe de nombreux autres moyens efficaces permettant aux communautés et aux travailleurs et travailleuses d'éviter les accaparements de terres, les violations et les abus, et de demander réparation.

Derrière la RSPO se cache une industrie qui s'attaque à la souveraineté alimentaire, au contrôle des territoires par les communautés, à la santé et à l'épanouissement des populations. En construisant la solidarité et en s'organisant ensemble, il est essentiel de garder cette vision d'ensemble à l'esprit.

*Nous tenons à remercier Simon Counsell, le WRM, Transnational Palm Oil Labor Solidarity et Milieudefensie pour leur contribution à ce document.*

# Notes

1. FICHE D'INFORMATION SUR LA RSPO (en anglais) <https://bit.ly/3O5c0iJ>
2. Solidaridad, 2022. Palm Oil Barometer. <https://bit.ly/485DwDG>
3. FICHE D'INFORMATION SUR LA RSPO <https://bit.ly/3O5c0iJ> La RSPO s'inspire du Forest Stewardship Council, créé en 1993 pour répondre aux préoccupations liées à l'industrie mondiale du bois par le biais d'un système de certification.
4. Les groupes de membres ont été légèrement simplifiés pour faciliter la consultation.
5. Données extraites du site web de la RSPO, « Rechercher des membres » <https://rspo.org/fr/search-members/>
6. Comptes annuels de la RSPO pour l'exercice clos le 30 juin 2023 <https://bit.ly/420N1mp>
7. Site web de la RSPO, Conseil des gouverneurs <https://bit.ly/48F8bZW>
8. Les principes et critères actuels (2018) de la RSPO sont disponibles à l'adresse suivante : <https://rspo.org/wp-content/uploads/rspo-pc-for-the-production-of-sustainable-palm-oil-2018-fre.pdf>. Le 8<sup>e</sup> principe initial, sur « l'engagement en faveur de l'amélioration continue » a été intégré au principe 3 dans la révision de 2018
9. Le concept de forêts HVC a été initialement adopté par le Forest Stewardship Council.
10. Groupe de travail Biodiversité et HVC de la RSPO <https://rspo.org/fr/who-we-are/governance/working-groups/biodiversity-hcv-working-group/>
11. RSPO, Interprétations nationales, <https://rspo.org/fr/resources/?category-national-interpretations-rspo-principles-and-criteria-2018-pc-standards>
12. Norme RSPO pour les petits producteurs indépendants <https://rspo.org/wp-content/uploads/rspo-ish-standard-2019-french.pdf>
13. Norme RSPO pour les petits producteurs indépendants - Interprétations locales/nationales. <https://rspo.org/fr/resources/?category-localnational-interpretations>
14. On pourra trouver des détails sur ces entreprises à l'adresse suivante : <https://rspo.org/fr/as-an-organisation/certification/certification-bodies/page/4/#certification-body>
15. Milieudefensie, 2021, Palm Oil Certification: Not 'Out of the Woods' <https://bit.ly/3Spk7Yz>
16. Site web de la RSPO, Impact économique et social <https://rspo.org/fr/why-sustainable-palm-oil/economic-and-social-impact/>
17. Santika, T. et al, 2020. Impact of palm oil sustainability certification on village well-being and poverty in Indonesia, Nature Sustainability, <https://go.nature.com/49k12xZ>
18. Human Rights Watch (2019). When We Lost the Forest, We Lost Everything. Oil Palm Plantations and Rights Violations in Indonesia <https://bit.ly/42tSIcz>
19. Voir, par exemple : Mongabay, 2022, Major Brazil palm oil exporter accused of fraud, land-grabbing over Quilombola cemeteries, <https://bit.ly/492P383> ; Mouvement mondial pour les forêts tropicales, 2019. « En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme » <https://grain.org/system/articles/pdfs/000/006/326/original/Oil%20palm%20in%20Africa%20FR.pdf?1568796158>
20. W. Berenschot et al, 2021, Palm Oil Expansion and Conflict in Indonesia; An Evaluation of the Effectiveness of Conflict Resolution Mechanisms. POCAJI. <https://bit.ly/42qV5wQ>
21. Voir par exemple, Apriana, E. et al, 2020 Non-state certification of smallholders for sustainable palm oil in Sumatra, Indonesia, Land Use Polic., <https://bit.ly/48JyWMQ>
22. Solidaridad, 2022. Palm Oil Barometer. <https://bit.ly/485DwDG>
23. Mouvement mondial pour les forêts tropicales, 2019. « En Afrique, les communautés résistent à l'accaparement des terres destinées à la production d'huile de palme » <https://grain.org/system/articles/pdfs/000/006/326/original/Oil%20palm%20in%20Africa%20FR.pdf?1568796158>
24. W. Berenschot et al, 2021, Palm Oil Expansion and Conflict in Indonesia; An Evaluation of the Effectiveness of Conflict Resolution Mechanisms. POCAJI. <https://bit.ly/42qV5wQ>
25. Green Scenery, « Arbitrary harassment and criminalization of land activists in Malen Chiefdom, peacefully objecting to the RSPO certification of SOCFIN », mai 2022 : <https://greenscenery.org/wp-content/uploads/2022/05/220506-Green-Scenery-Harassment-of-Land-Rights-Activist-in-Malen->

- [Chiefdom.pdf](#) ; Acción Ecológica & GRAIN, « Persécution des défenseurs des droits de la commune afro-équatorienne de Barranquilla de San Javier », juin 2023 : <https://grain.org/fr/article/7003>: <https://grain.org/e/7002>
26. RADD, Muyissi, NRWP, Culture Radio, WRM et GRAIN, « Briser le silence : harcèlement, violences sexuelles et abus à l'encontre des femmes dans et autour des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas », 2019 : [https://grain.org/system/articles/pdfs/000/006/167/original/Briser%20le%20silence\\_8Mars2019.pdf](https://grain.org/system/articles/pdfs/000/006/167/original/Briser%20le%20silence_8Mars2019.pdf)
27. Site web de la RSPO, Impact économique et social <https://rspo.org/fr/why-sustainable-palm-oil/economic-and-social-impact/>
28. RSPO Impact Update 2023. <https://bit.ly/3vGoTcG>
29. Transnational Palm Oil Labour Solidarity, 2020. Labour Rights Violation in the Global Supply Chain of the Palm Oil Industry, <https://bit.ly/3vDSfZa> ; Profundo: External Concerns on the RSPO and ISPO Certification Schemes, 2018 <https://bit.ly/48B51Gv>
30. Transnational Palm Oil Labour Solidarity, 2020
31. Communication de Muyissi Environnement, 2024. Voir également : « Les communautés confrontées aux engagements de déforestation zéro : le cas d'OLAM au Gabon », Muyissi Environnement et WRM , 2020 : <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/les-communautes-confrontees-aux-engagements-de-deforestation-zero-le-cas-dolam-au-gabon>
32. Sophie-Dorothe Lieke et al, Can consumers understand that there is more to palm oil than deforestation? 2023, <https://bit.ly/3vMyRJm>
33. EIA/Grassroots, « Who Watches the Watchmen 2 », 2019 <https://bit.ly/3S1DOFW>
34. Site web Ethical consumer: RSPO criticisms investigated <https://bit.ly/3O4j532>
35. Murphy D J, 2021. Oil palm in the 2020s and beyond: challenges and solutions, CABI, <https://bit.ly/3SpVJ9u>
36. Mongabay, As RSPO celebrates 20 years of work, Indigenous groups lament unresolved grievances, décembre 2023 <https://bit.ly/3U0w4Gy>
37. Forest Peoples Programme, Communiqué de presse de novembre 2023 <https://bit.ly/41YEvNY>
38. W. Berenschot et al, 2021, Palm Oil Expansion and Conflict in Indonesia; An Evaluation of the Effectiveness of Conflict Resolution Mechanisms. POCAJI. <https://bit.ly/42qV5wQ>
39. W. Berenschot et al, 2021, Palm Oil Expansion and Conflict in Indonesia; An Evaluation of the Effectiveness of Conflict Resolution Mechanisms. POCAJI. <https://bit.ly/42qV5wQ>
40. Forest Peoples Programme, « Large scale bribery and illegal land-use violations alleged on large parts of Golden Agri Resources palm oil plantations », 2020 : <https://www.forestpeoples.org/en/palm-oil-rspo/press-release/2020/large-scale-bribery-and-illegal-land-use-violations-alleged-large>
41. Green Scenery, « Arbitrary harassment and criminalization of land activists in Malen Chiefdom, peacefully objecting to the RSPO certification of SOCFIN », mai 2022 : <https://greenscenery.org/wp-content/uploads/2022/05/220506-Green-Scenery-Harassment-of-Land-Rights-Activist-in-Malen-Chiefdom.pdf>
42. Acción Ecológica & GRAIN, « Persécution des défenseurs des droits de la commune afro-équatorienne de Barranquilla de San Javier », juin 2023 : <https://grain.org/fr/article/7003>
43. Voir par exemple, Forest Peoples' Programme, 2013. The RSPO and Complaint Resolution: Guidance on Submitting a Complaint for Civil Society Organisations and Local Communities. <https://bit.ly/483CyYL>
44. Greenpeace, 'Destruction: Certified', 2021. <https://bit.ly/3HraT9q>
45. Depuis de nombreuses années, la RSPO est critiquée comme étant un outil de greenwashing. Voir, par exemple, le document « International Declaration Against the 'Greenwashing' of Palm Oil by the Roundtable on Sustainable Palm Oil (RSPO) », 2008 : [https://www.wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/07/International\\_Declaration\\_RTSP0.pdf](https://www.wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/07/International_Declaration_RTSP0.pdf)
46. WRM, « Une certification RSPO malgré les conflits fonciers, la violence et la criminalisation », juin 2022 : <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/une-certification-rspo-malgre-les-conflits-fonciers-la-violence-et-la-criminalisation>

La « Table ronde sur l'huile de palme durable » est née d'une série de discussions entre des organisations de base des régions touchées par les plantations de palmiers à huile et des alliés internationaux, dont GRAIN. Il a été convenu d'élaborer des outils d'information et d'éducation pour aider les travailleurs et travailleuses et les communautés à mieux comprendre la RSPO. Ce manuel en fait partie. Bien qu'il soit publié par GRAIN, il a été élaboré avec la contribution de nombreuses organisations et constitue réellement un document collectif. Il a pour but d'aider les travailleurs et travailleuses des plantations de palmiers à huile et les communautés concernées à mieux comprendre la RSPO et à prendre des décisions éclairées sur ce qu'il convient de faire à ce sujet.



GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN publie plusieurs rapports chaque année. Il s'agit de documents de recherche détaillés qui fournissent des informations générales et des analyses approfondies sur un sujet donné.

GRAIN

Casanova 118, escalera dcha. 1ºB, 08036 Barcelone, Espagne

Email: [grain@grain.org](mailto:grain@grain.org)

Website: <https://grain.org/>